



Serge Le Quéau

militant de l'Union syndicale Solidaires de Bretagne

La démocratie face au lobby agroalimentaire

cides n'a toujours pas été reçu, ici, par le conseil régional. La seule explication possible est que nos élus ont peur de déplaire à certains en reconnaissant l'existence du problème des pesticides agricoles pour la santé humaine. Ce long silence signifie aussi que ces victimes sont *insignifiantes* pour cette institution. Et cela me révolte.

Le problème n'est donc pas l'existence d'un fort secteur agroalimentaire en Bretagne, mais bien le fait que le pouvoir de ceux qui s'en estiment les représentants est opaque. Quelle proportion de nos concitoyens connaît l'Institut de Locarn, ce « *think tank* de prospective économique » résolument productiviste auquel Jean-Yves Le Drian a ancré la gauche bretonne, sans débat public, à partir de 2007 ? Combien savent le secret que partagent, depuis de longues années, la présidence du conseil régional, les responsables de la presse quotidienne régionale, les responsables des principaux partis politiques, de droite comme de gauche, les services administratifs de l'État ? Le voici : tous craignent de se fâcher avec ceux qui se présentent comme les seuls vrais représentants de l'agriculture bretonne, voire de la Bretagne elle-même !

« Le problème n'est pas l'existence d'un fort secteur agroalimentaire en Bretagne, mais bien le fait que le pouvoir de ceux qui s'en estiment les représentants est opaque »

Depuis des décennies, les représentants les plus puissants du secteur occupent une position hégémonique qui conduit à des situations scandaleuses : intimidations, menaces, omerta. Une anecdote peut illustrer cet état de fait. En juin 2013, un nouveau préfet de région arrive à Rennes. Pierrick Massiot, alors président de la Région, regrette, lors d'une réunion à laquelle je participe, qu'il n'ait pas encore pu le rencontrer. Présent à cette même réunion, l'un des principaux leaders du lobby agricole breton lui rétorque, avec un grand sourire, qu'il l'avait pour sa part déjà rencontré, trois jours plus tôt.

Être témoin de cette scène m'a éclairé davantage que de longs discours. En arrivant en Bretagne, les préfets respectent la préséance de la véritable hiérarchie : le pouvoir le plus important, c'est celui, presque invisible, des puissances économiques du secteur agroalimentaire.

Depuis le milieu des années 1970, j'ai vu des pressions inacceptables exercées sur des militants syndicaux qui défendent la santé des salariés. J'ai vu des journalistes bloqués par leur hiérarchie quand ils veulent publier une information sur la façon dont un scandale sanitaire a été étouffé. J'ai vu des scientifiques courageux, venus partager leurs inquiétudes au sujet des nanoparticules, être publiquement insultés et accusés de vouloir « casser l'agriculture bretonne », et même être menacés de plainte auprès de leur tutelle. Et cela dans l'enceinte du conseil économique, social et environnemental de Bretagne ! J'ai vu des pressions sur des inspecteurs du travail, sur des médecins de la Sécurité sociale, sur des agents des services administratifs de l'État chargés de protéger les consommateurs, etc.

Des victimes insignifiantes

Syndicaliste, j'ai participé à la défense de salariés de Triskalia victimes d'une exposition à des produits très toxiques. Certains sont morts de cancers. D'autres souffrent de troubles très invalidants : respiratoires, cutanés, neurologiques, etc. Au cours du difficile chemin judiciaire, nous n'avons rencontré que des obstacles et des interlocuteurs apeurés qui souffraient de ne pas pouvoir faire leur métier correctement. Il y a un mot pour cela : l'omerta.

Au final, les tribunaux ont donné raison à notre obstination. Mais aujourd'hui, douze ans après les faits, le collectif de défense des victimes de pesti-

« Quelque chose est en train de bouger »

Avec un collectif de militants, chercheurs, journalistes et élus, nous avons récemment créé un comité de soutien à Inès Léraud, co-auteur d'une BD qui traite des algues vertes. Cette journaliste a été l'objet de multiples pressions et même d'une plainte déposée par l'un des principaux lobbyistes du secteur agroalimentaire breton. Ces manœuvres sont destinées à étouffer son travail et à décourager des journalistes qui voudraient suivre son exemple. Après la publication de notre tribune dans *Libération*, nous avons reçu des milliers de courriers de soutien de citoyens bretons qui se déclarent solidaires¹.

Quelque chose est en train de bouger profondément en Bretagne. Nos concitoyens veulent être informés et non plus infantilisés. Le modèle agricole breton n'est pas soutenable, ni écologiquement, ni socialement, ni sur le plan sanitaire. De nombreux paysans et artisans essaient depuis des décennies de développer des méthodes viables d'élevage, de culture, de stockage, de transformation, de distribution... Tous ceux qui disent et écrivent qu'on doit accélérer le changement de modèle ne doivent plus être considérés comme des « traîtres à la Bretagne ». Nous devons discuter calmement et rationnellement de tous les domaines impliqués par cette révolution inéluctable. C'est ainsi qu'on préparera un avenir collectif meilleur en Bretagne. Pour tous. ■

1. Il est toujours possible de signer la pétition de soutien sur le site Cyberacteurs.org (mot-clé Léraud, sans accent)